

L'APRÈS-FRANQUISME A PETITS PAS

La nomination, en juin dernier, d'un nouveau gouvernement dirigé par l'amiral Luis Carrero Blanco, n'a pas apporté de bouleversements spectaculaires dans la vie politique espagnole qualifiée d'« immobile » par des journaux phalangistes.

La mise en place de l'après-franquisme se fait par étapes prudentes et courtes. Mais une nouvelle décision est attendue. L'enfant Don Felipe, fils de Don Juan Carlos, pourrait être désigné comme son successeur si celui-ci devait mourir avant le général Franco, chef de l'Etat. Ainsi serait comblée une des lacunes de la très complexe Constitution espagnole. Cette désignation aurait en même temps pour effet de couper défi-

nitivement court aux intrigues des adversaires du prince Juan Carlos.

Dans l'immédiat, l'équipe dirigeante formée en juin dernier par l'amiral Carrero Blanco, homme de confiance du Caudillo, se préoccupe de maintenir l'ordre « avec décision » ainsi que l'amiral l'avait annoncé dans son programme de gouvernement. Les autorités ont fait savoir le jeudi 2 août qu'un groupe communiste, infiltré à l'université de Barcelone avait été démantelé.

Dans une série d'articles dont nous commençons la publication, notre envoyé spécial Marcel Niedergang analyse les conséquences du dernier remaniement ministériel.

I. — Un double du Caudillo

Madrid. — Qu'il est donc difficile de quitter soudainement le service du général Franco ! En arrivant à l'aéroport de Barajas, le 9 juin dernier, M. Gregorio Lopez Bravo, ministre des affaires étrangères limogé, cachait mal son immense amertume. Il venait de Paris où il avait présidé, pour la première fois, une réunion de l'O.C.D.E. Il n'avait appris sa disgrâce qu'au tout dernier moment. « *Je vous en prie, je ne suis plus une nouvelle..* », dit-il sèchement aux journalistes qui l'entouraient.

Jeune, fringant, dynamique, trop même au gré de ses ennemis, sachant plaire et convaincre, persuadé, non sans raisons, d'être l'un des favoris du général Franco, laissant entendre aux quatre coins du monde et de l'Europe que la « libéralisation » du régime progressait rapidement, M. Lopez Bravo s'était, sans doute imprudemment, présenté lui-même l'année dernière comme le futur président du conseil espagnol. Le 16 avril dernier, d'ailleurs, à l'occasion d'une réunion de certains des membres de la famille royale, tous les assistants le considéraient encore comme l'un des dirigeants promis au plus bel avenir. Mais il se savait très critiqué depuis un

Par MARCEL NIEDERGANG

mois. Il avait même réuni discrètement ses plus proches collaborateurs pour leur faire part de ses appréhensions. La déconvenue, malgré tout, était grande.

Hier, personnalité de premier plan du gouvernement, M. Lopez Bravo pourrait bien demain tomber dans la trappe de l'oubli comme tant d'autres de ses prédécesseurs. Remercié par une très brève et sèche missive du chef de l'Etat, un ministre limogé a très peu de chances de revenir au premier rang. Son traitement, très confortable, lui est acquis, mais son pouvoir politique devient presque nul. La plupart des ex-ministres acceptent des postes bien rémunérés dans le privé ou dans la banque. Ceux qui continuent de hanter l'Université, les couloirs des Cortès ou les coulisses du Mouvement rêvent à un improbable retour. Car rares, dans l'Espagne franquiste, sont les hommes ayant été appelés de nouveau au gouvernement après une période plus ou moins longue de disgrâce. On cite deux cas exceptionnels à Madrid : ceux de José Luis Arrese, secrétaire général du Mouvement en

1941, remercié en 1945, ministre du logement en 1957, et de Raimundo Fernandez Cuesta, ministre en 1938, puis de 1948 à 1956. Deux barons de la vieille garde phalangiste.

Deux seulement sur la centaine de collaborateurs que Franco a appelés auprès de lui depuis février 1938. On pourrait sans doute ajouter les noms de deux marins, Juan Antonio Suanzes et Moreno Fernandez, et celui du général Fidel Davila, tous les trois ministres à différentes reprises. Mais il s'agissait alors de militaires n'appartenant à aucune des coteries qui remplacent, depuis trente-cinq ans, les partis politiques interdits par le régime (1).

Ce système, idéologiquement statique, obstinément accroché aux « idéaux » de la croisade de 1936, mais moins immobile en réalité qu'il ne le paraît, userait-il en définitive son personnel politique comme une banale démocratie occidentale ?

(Lire la suite page 3, 4^e col.)

(1) Le comte de Jordana, également militaire, vice-président du gouvernement et ministre des affaires étrangères en 1938, a succédé à ce même poste à Serrano Suner, en 1942, après avoir été, dans l'inter valle, président du Conseil d'Etat.

(Suite de la première page.)

« Qui donc, aujourd'hui, particulièrement chez les jeunes générations, se souvient encore de José Antonio Giron?... », demande le professeur José Luis Arangurán, lui-même ancien maître à penser des catholiques de gauche, chassé de l'université de Madrid pour avoir pris le parti de ses étudiants contre les autorités. Giron, ministre du travail en 1941, à l'âge de 29 ans, l'un des plus brillants tribuns du franquisme, ministre pendant quinze ans, et qui s'efforça, avant José Luis Solís et de la même manière, de transformer des syndicats officiels complètement discrédités en une force authentique et relativement autonome. Ce qu'on a appelé un peu vite « dans les milieux bien informés » un « contre-gouvernement » avait même été formé à l'issue de l'un de ces « tertulias » secrètes de Fuengirola par quelques-uns des hommes évincés du pouvoir en octobre 1969.

Autant en emporte le vent des rumeurs madrilénes ! C'est avec une égale froideur que le général Franco, seul maître de l'Espagne depuis la guerre civile, a successivement remercié quelques-uns de ses plus fidèles lieutenants et s'est efforcé de tenir la balance égale entre les différents courants en compétition au sein du système. Il a, en 1942, donné leur congé aux sympathisants d'un Axe dont il entrevoyait la défaite probable. Il a exclu, en 1959, les avocats de l'autoritarisme autarcique pour laisser la plus large place à ceux que l'on a appelé, par commodité, les technocrates. Ces derniers recommandaient une libéralisation de l'économie et souhaitaient une ouverture aussi grande que possible vers l'extérieur. Deux hommes symbolisaient parfaitement cette politique au sein de l'équipe profondément remaniée en juin dernier : M. Lopez Bravo aux affaires étrangères, M. Lopez Rodo à la direction du Plan.

Un libéral réprimé

A vrai dire, M. Lopez Bravo n'a pas innové à la tête du palais de Santa-Cruz. Son prédécesseur, l'honnête et austère Fernando Maria Castiella, avait déjà largement amorcé l'ouverture à l'Est et le rapprochement avec l'Europe, sans parler de son combat courageux et inutile en faveur d'une loi de liberté religieuse qui aurait dû, normalement, favoriser un dialogue constructif avec le Vatican. Mais M. Lopez Bravo a énergiquement, et parfois maladroitement, poursuivi cet effort. Le resserrement des liens naturels avec l'Amérique latine et le monde arabe, l'accord commercial avec l'U.R.S.S. et certains pays de l'Est, l'établissement de relations diplomatiques avec la Chine sont les points forts de cette diplomatie de mouvement.

Soutenue par de nombreux secteurs phalangistes, elle a aussi suscité une violente hostilité dans les cercles qu'il faut bien situer, malgré leurs protestations, à l'extrême droite du régime. Aux Cortès, on a pu entendre M. Blas Piñar, l'un des principaux porte-parole de ce courant, affirmer que « le communisme est intrinsèquement pervers » et que « l'U.R.S.S. est le centre de la conspiration communiste universelle ». « N'oublions pas, ajoutait-il, que Lénine a dit : après la Russie, l'Espagne... L'U.R.S.S. est coupable, coupable de notre guerre civile, coupable de la mort de José Antonio, notre fondateur ».

« Je suis un libéral réprimé », s'est écrit un jour à l'étranger M. Lopez Bravo, « et plus encore que vous ne pouvez l'imaginer... » Ce mot — confession ou concession ? — n'a pas été pardonné à Madrid par ceux qui continuent à avoir une vision du monde identique à celle qui était de rigueur,

du côté nationaliste, pendant la guerre civile.

Il y a de nombreuses raisons sans aucun doute à la mise à l'écart de l'un des ministres les plus brillants du dernier cabinet (les séquelles de l'affaire Matesa, amnistiée mais non oubliée, et dans laquelle M. Lopez Bravo était indirectement impliqué ; ses initiatives malheureuses dans le contentieux de Gibraltar ; la rebuffade essayée cette année au Vatican, le pape Paul VI ayant annulé un rendez-vous fixé avec le ministre espagnol ; enfin et

surtout, semble-il, l'habitude prise de traiter directement des affaires étrangères avec le Caudillo et de ne pas informer tous ses collègues des décisions envisagées).

Mais l'accusation, ou au moins le soupçon, de « libéralisme » est déterminante. Être, ou se proclamer « libéral », même si l'on cautionne totalement par ailleurs la politique répressive, au plan intérieur, du gouvernement auquel on appartient, est un « péché mortel » dans une Espagne qui ne s'est manifestement pas remise du traumatisme de Burgos.

Le printemps sauvage des ultras

Car c'est le procès de Burgos qui explique le « printemps sauvage » modèle 1973 de l'extrême droite espagnole. Intenté en décembre 1970 à des militants de l'ETA (mouvement révolutionnaire basque), il a réveillé les ardeurs et les inquiétudes de tous ceux qui redoutent les conséquences d'une ouverture trop prononcée aux courants venus de l'étranger. « Franco, oui ; Opus, non », « Les curés rouges au poteau » : les cris de colère lancés sur la place d'Orient par des dizaines de milliers de manifestants n'avaient pas, il y a trois ans, été suivis d'effet. « Je vous ai compris... » Tel était le sens réel de la très brève allocution prononcée le 17 décembre 1970 au balcon du palais royal par un Franco impassible aux côtés du prince héritier Juan Carlos. Mais le gouvernement formé en octobre 1969, et dénoncé par les plus amers des phalangistes comme peu représentatif de la pluralité des tendances du régime, était resté en place.

Les incidents du 1^{er} mai dernier ont permis aux ultras de relancer une offensive partiellement victorieuse. Le journal ABC estimait que la fête du Travail, non reconnue en Espagne, serait cette année exceptionnellement calme. Il s'était malheureusement trompé. Dans la soirée, à Madrid, un inspecteur de police était tué à coups de couteau, près de la place d'Atocha, centre névralgique des manifestations ouvrières. Les coupables supposés furent aussitôt montrés du doigt : des militants du FRAP (Front révolutionnaire antifasciste et patriote). Près de trois mois après les incidents, les auteurs du meurtre n'ont toujours pas été découverts, malgré plusieurs vagues d'arrestations. Cette « lacune » dans un pays où les forces de l'ordre ont une longue expérience et des « correspondants » dans tous les milieux suscite des spéculations : provocation ? mauvaise coordination de la police ? piège tendu aux gauchistes et, par la même occasion, au gouvernement ?

« Je ne crois pas au coup monté », affirme cependant un professeur d'université peu suspect de sympathie pour le gouvernement. *De petits groupes d'activistes, très fermés, partisans de la violence, comme le FRAP, existent encore dans les milieux étudiants. Il s'agissait sans doute de répliquer à la mort d'un ouvrier, tué par la police, près de Barcelone, un mois auparavant...* » Quoi qu'il en soit, la réaction est immédiate : des policiers en civil descendent dans la rue avant d'aller frapper avec brutalité des détenus dans les cachots de la Direction de la sécurité. Cinq mille personnes marchent le lendemain vers la place d'Espagne et défient ouvertement les autorités. « A bas les technocrates », « les curés, à la potence », « pas de gouvernement faible ».

Faible, le gouvernement ? Il a amplement prouvé le contraire depuis Burgos. Le ministre de l'intérieur, M. Garicano Goni, a bien demandé aux policiers de ne pas utiliser leurs armes sans discernement, car, depuis deux ans, la liste des travailleurs tués au cours de manifestations pacifiques est bien longue (2). Mais les forces de l'ordre n'ont pas été désarmées, au sens propre du terme. De toute façon, c'est, semble-t-il, l'improvisation et le manque de sang-froid de jeunes policiers qui expliquent l'incident d'Atocha. Mais comment apaiser des hommes qui raisonnent comme si l'armée rouge campait au pied des Pyrénées ?

Le coup de semonce, cette fois, est entendu en haut lieu. La présence aux côtés des manifestants du général Carlos Iniesta, commandant de la garde civile, sur le point de prendre sa retraite, inquiète certains ministres. « Franco, oui, gouvernement, non. » A cette étrange revendication des marcheurs de la place d'Espagne — peut-on être à la

fois pour le régime et contre le gouvernement ? — le Caudillo va répondre avec son pragmatisme coutumier en formant une nouvelle équipe qui corresponde davantage aux désirs du secteur qui s'exprime actuellement avec le plus de détermination : un gouvernement plus musclé, moins dominé par certains clans, à commencer par celui des technocrates « modèle 69 », mais où les plus énervés des tenants de l'extrême droite ne pourront pas non plus faire la loi.

Le général Franco ne saurait être impressionné par les bouffées de colère de l'extrême droite. Sa personne, son prestige, ses pouvoirs absolus n'ont jamais été mis en cause dans quelque secteur que ce soit du régime. La figure du Caudillo apparaît encore plus sacrée et intouchable alors que les préparatifs laborieux de la succession se poursuivent sans hâte. L'après-franquisme s'installe à petits pas, mais chaque nouvelle décision de Franco renforce un peu plus une construction, extrêmement complexe et encore fragile, mais que ses adversaires, de l'extérieur ou de l'intérieur, voient peu à peu grandir.

Le généralissime a quatre-vingt un ans. L'âge a rétréci la silhouette, amenuisé le visage blanchi et comme momifié, affaibli encore un peu plus une voix qui n'a jamais été forte, aggravé une démarche prudente, comme si l'homme économisait chacun de ses pas. Mais le rythme des audiences et des manifestations auquel est astreint le chef de l'Etat espagnol, témoigne pour une vitalité retrouvée. « Il y a quatre ans, nous affirme un ancien ministre, Franco était très affaibli. Cela expliqué d'ailleurs en partie l'incroyable remaniement ministériel d'octobre 1969. Mais actuellement, il a très nettement récupéré... »

En nommant, dans un premier temps, l'amiral Carrero Blanco, chef du nouveau gouvernement, le général Franco n'a pris aucun risque. L'amiral est un véritable double de lui-même. « La guerre civile a commencé le 18 juillet 1936 et elle n'est pas encore terminée », s'est écrié un général devant les Cortes au lendemain des incidents du 1^{er} mai. « Mais ceux qui n'ont pas les tempes blanches ne le savent pas... », ajoutait-il.

L'amiral Carrero Blanco ne renierait pas cette formule. « Le marxisme et la franc-maçonnerie sont des ennemis tenaces », déclarait-il récemment. *Mais nous avons confiance. Dieu nous a déjà accordé la victoire...* » « L'amiral », affirme un professeur d'université, *est moitié moine et moitié soldat. Ce gouvernement illustre le retour au paléo-franquisme.* » La formule est sévère, mais on chercherait en vain dans les écrits ou les déclarations publiques du premier président du conseil de l'Espagne franquiste la trace d'une ouverture quelconque vers un certain libéralisme.

Cet homme austère, mal à l'aise en public, peu doué pour le verbe, mais consciencieux, est en béton et d'une fidélité à toute épreuve. La leçon majeure du dernier remaniement est claire : c'est la fin de la période ouverte en 1959 avec l'appel massif aux « technocrates » et poursuivie en 1967 avec la promulgation d'une loi organique qui permettait toutes les ouvertures.

Depuis 1970, le régime s'est replié sur lui-même, durci, incapable d'affronter les risques éventuels d'une authentique libéralisation. Ce que le professeur Rafael Calvo Serer appelle « la liquidation des technocrates » n'est que la reconnaissance d'un état de fait.

MARCEL NIEDERGANG.

(2) Ont été tués par la police : en 1970, trois ouvriers du bâtiment à Grenade ; en 1971, deux travailleurs de SEAT ; en 1972, deux grévistes de Ferrol.